



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
135 rue Philippe Lebon
85000 La Roche-sur-Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 11 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CAVAC

Zone Portuaire
Quai d'allègement
85100 LES SABLES-D'OLONNE

Références : DENV.2022.295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement CAVAC implanté Zone Portuaire Quai d'allègement 85100 LES SABLES-D'OLONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAC
- Zone Portuaire Quai d'allègement 85100 LES SABLES-D'OLONNE
- Code AIOT dans GUN : 0006302130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société CAVAC exploite sur le port des Sables d'Olonne un ensemble de silos de stockage de substances végétales (céréales) construits en 1937, 1937 et 1988.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Aire de déchargement - propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription
Position des trappes de vidange et de ventilation	AP Complémentaire du 20/10/2008, article 2.c	/	Mise en demeure, respect de prescription
Propreté des locaux - poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédure d'emplissage et de vidange des as de carreaux des silos	AP Complémentaire du 20/10/2008, article 2.c	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fresque décorative - information préalable	Code de l'environnement du 29/06/2022, article R. 181-46 II	/	Sans objet
Cloison coupe-feu	AP Complémentaire du 09/03/1988, article 3.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fermeture des trappes de visite du silo 1973	AP Complémentaire du 20/10/2008, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des défauts de propreté de certains locaux visités (rez-de-chaussée de la tour de manutention, aire de la fosse de déchargement du silo 1973). En outre, la gestion de la vidange des cellules dénommées « as de carreaux » par l'automate dédié ne prenait pas en compte l'ensemble des critères de sécurité mentionnés dans la tierce expertise de l'étude de dangers de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Aire de déchargement - propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des dépôts de poussières
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. [...] Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers. Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none"> - soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles); - soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.
Constats : Les fosses de déchargement des silos 1973 et 1988 sont équipées de grilles pour retenir les corps étrangers. L'aire de déchargement du silo 1988 était propre et exempte de poussière L'aire de déchargement du silo 1973 présentait d'importantes traces de poussières au sol.
Observations : Le rideau qui ferme l'aire de déchargement du silo 1973 (du côté Est) ne comportait pas de bavette, de sorte que de la poussière pouvait s'échapper de cette aire vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Fermeture des trappes de visite du silo 1973

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2008, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre les explosions
Prescription contrôlée : Les trappes de visites du silo 1973 doivent être fermées.
Constats : L'inspection s'est déplacée dans la galerie sous-cellules du silo 1973 : toutes les trappes de visite étaient fermées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Position des trappes de vidange et de ventilation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2008, article 2.c
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre les explosions
Prescription contrôlée : Conformément à l'étude de dangers et à la tierce expertise fournies par l'exploitant, d'autres mesures de protection venant en complément des barrières classiques (événements, découplages...) sont mises en place : - procédure permettant d'assurer que toute cellule vide doit avoir sa trappe de vidange et sa trappe de ventilation fermées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter cette procédure. Lors de la visite, seule la cellule « as de carreau » C10 du silo 1973 était vide. La visite de la galerie sous-cellules a montré que les trappes de vidanges correspondantes (TR10C10 et TR2C10) étaient fermées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Procédure d'emplissage et de vidange des as de carreaux des silos

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2008, article 2.c
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre les explosions
Prescription contrôlée : Conformément à l'étude de dangers et à la tierce expertise fournies par l'exploitant, d'autres mesures de protection venant en complément des barrières classiques (événements, découplages...) sont mises en place : pour les silos 1988 et 1973, - procédure de remplissage et de vidange des cellules « as de carreaux » pour s'assurer que les 4 cellules cylindriques entourant un as de carreau sont pleines lorsque celui-ci est vide ou en phase de remplissage (modification du programme de l'automate d'alimentation des cellules).
Constats : Lors de la visite réalisée le 8 février 2021, il avait été constaté que l'automate supervisant l'alimentation des cellules n'autorisait l'emplissage des as de carreaux que si toutes les cellules adjacentes étaient pleines. Cependant, la vidange d'un as de carreaux était possible quelle que soit la configuration des cellules l'entourant. Il était demandé à l'exploitant de mettre les mêmes conditions préalables à la vidange qu'à l'emplissage (c'est-à-dire des cellules adjacentes pleines). Ces conditions ont pour but que l'installation reste dans les limites des hypothèses de l'étude de dangers et de sa tierce expertise. Dans le cas contraire, la tierce expertise a montré que la tenue mécanique des parois ne serait pas assurée, augmentant la distance des zones d'effets en cas d'explosion survenant dans l'une des cellules "as de carreaux".

À l'issue de la visite réalisée le 26 octobre 2021, l'exploitant a adressé une copie de la commande réalisée auprès de la société INEO pour modifier le programme de supervision. L'exploitant confirmait par ailleurs que la mise à jour serait réalisée au mois de décembre 2021 ; qu'une fois les travaux réalisés, une réception permettant de vérifier le bon fonctionnement serait effectuée, et que le procès-verbal de réception serait transmis.

Lors de la présente visite, le représentant de l'exploitant a indiqué que ces travaux n'avaient pas été réalisés.

Observations : Le 5 juillet 2022 (après l'inspection et avant la fin de rédaction du rapport), l'exploitant a indiqué que les travaux sur l'automate allaient se dérouler le 11 juillet.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fresque décorative - information préalable

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2022, article R. 181-46 II

Thème(s) : Autre, Insertion paysagère

Prescription contrôlée :

II. – Toute [...] modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats : L'exploitant a fait appliquer une fresque décorative sur ses silos. Cette fresque est visible depuis le quai Guiné.

Compte tenu, d'une part, que la protection des paysages fait partie des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et, d'autre part, de la visibilité de la fresque du fait de la hauteur et de la surface des silos, une information préalable du préfet selon les termes du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement aurait dû être réalisée avant le début des travaux. Cela n'a pas été fait.

Observations : Une déclaration préalable des travaux a été faite au maire des Sables d'Olonne au titre du code de l'urbanisme.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cloison coupe-feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/1988, article 3.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies

Prescription contrôlée :

L'aire de déchargement du silo de 1973 sera séparée de la tour de manutention par une cloison coupe feu de degré deux heures.

Constats : La cloison séparant l'aire de déchargement du silo 1973 et la tour de manutention, était déformée (chocs) et n'était pas étanche : l'inspection pouvait voir de part et d'autre de cette paroi. Dans ces conditions, le caractère coupe feu de degré deux heures de cette paroi apparaît comme non démontré.

Observations : L'exploitant justifiera dans sa réponse que cette paroi a conservé son caractère coupe-feu deux heures.

Remarque : au regard de la réglementation actuelle, une cloison (non porteuse) coupe-feu deux heures est équivalente à une paroi EI120.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté des locaux - poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des explosions
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : Le rez-de-chaussée de la tour de manutention du silo 1973 présentait d'importantes quantités de poussières au sol, sur les murs, sur les équipements (compresseur, extincteurs) et au plafond. Il est à noter que la cloison de séparation entre la fosse de déchargement du silo et ce rez-de-chaussée n'était pas étanche aux poussières (cf. le constat relatif à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2008) et permettait ainsi, via la ventilation, un transfert des poussières depuis la fosse de déchargement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription